

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT DOUZIEME SEANCE

**Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 11 juin 1987, à 10 heures**

Président : M. S. ALFARARGI (Egypte)

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je déclare ouverte la 412ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je suis profondément honoré d'accueillir chaleureusement parmi nous, aujourd'hui, Son Excellence M. Raúl Alfonsín, Président de la République argentine, qui est le premier chef d'Etat à s'adresser à la Conférence du désarmement et à ses organes. Le Président Alfonsín n'a pas besoin d'être présenté, mais les quelques mots que je dirai sont un gage de mon estime. La renommée de ses actes et de ses paroles l'a précédé. Il est le dirigeant qui a cimenté la démocratie en Argentine. Partisan convaincu de la liberté et des droits de l'homme, il a rétabli le règne de l'ordre et du droit et a maintenant engagé la lutte pour le développement. Malgré l'ampleur de ses lourdes responsabilités, son action et ses idées ont dépassé les frontières de son pays. Il a oeuvré activement en vue de trouver des solutions pacifiques aux problèmes de l'Amérique latine et il a contribué à faire du Mouvement des non-alignés un instrument concret dans le but de maintenir la paix et la sécurité internationales et de promouvoir le développement. Dans le cadre des Nations Unies et des organisations internationales, il s'est efforcé de raffermir et de resserrer le tissu de la société internationale. L'allocation qu'il a prononcée hier à la Conférence internationale du travail - qu'il a appelée, en dirigeant démocratique, le parlement mondial du travail - constitue un nouveau témoignage de ces efforts. Aujourd'hui, alors qu'il va prendre la parole devant la Conférence du désarmement, nous devons nous rappeler le rôle primordial que joue le Président Alfonsín en tant que membre du Groupe des Six qui traite de questions capitales de désarmement. Ses idées et ses propositions dans ce domaine lui ont valu le respect et l'appréciation de tous.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, tandis que je m'adresse à vous en arabe, je ne puis m'empêcher d'évoquer l'époque où, il y a des siècles, les cultures arabe et espagnole se sont rencontrées et se sont interpénétrées malgré les différences entre les deux langues. En fait, il existe entre elles bien des éléments communs. En tant que représentant de l'Egypte, j'estime qu'en dépit des distances géographiques, mon pays et l'Argentine ont beaucoup en commun grâce à leur patrimoine culturel, à leur participation au Mouvement des non-alignés, à leur lutte pour le développement et à leur présence à la Conférence du désarmement. En vous écoutant aujourd'hui, j'entendrai donc, en quelque sorte, un exposé perspicace des problèmes qui préoccupent aussi mon pays, l'Egypte, dont la démarche à l'égard des questions internationales est identique à celle de l'Argentine. Je suis sûr, Monsieur le Président, que tous les membres de la Conférence du désarmement se félicitent des efforts que vous déployez et suivront votre allocation avec un intérêt particulier. J'ai maintenant le grand plaisir de donner la parole à Son Excellence M. Raúl Alfonsín, Président de la République Argentine.

M. ALFONSIN (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Je vous suis reconnaissant de vos paroles, Monsieur le Président, et je les reçois comme un hommage à la démocratie argentine naissante, en leur donnant une valeur toute particulière du fait qu'elles proviennent d'un véritable combattant pour la cause de la paix. Vous avez évoqué à juste titre la présence du monde arabe en Argentine à travers celle de l'Espagne. Par ailleurs, cette présence se fait sentir sur l'ensemble du territoire argentin par

(M. Alfonsín, Argentine)

l'intermédiaire des deux millions de descendants d'Arabes qui, par leur travail et leur intelligence, ont enrichi la société argentine. Je suis également reconnaissant de l'honneur qui m'est fait d'être invité à prendre la parole devant cette Conférence.

Nous savons tous, Monsieur le Président, que l'humanité pourrait disparaître si une guerre nucléaire éclatait. Nous savons aussi combien l'on a peu fait pour écarter cette menace. Il existe une disparité monstrueuse entre l'ampleur du danger qui nous guette et les faibles possibilités de le neutraliser que nous avons démontrées jusqu'à présent. C'est là un des faits les plus tragiques de notre époque, un drame auquel la Conférence du désarmement est de fait quotidiennement confrontée.

J'estime qu'il est indispensable que nous contribuions tous à le surmonter : les peuples et les gouvernements doivent oeuvrer activement pour assurer la survie de l'humanité. Il y va de notre vie et de celle de nos enfants.

C'est pour cette raison que le Gouvernement démocratique de l'Argentine, dès ses débuts, a voulu démontrer chaque année l'importance qu'il attache aux travaux de cette Conférence, seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement. J'ai aujourd'hui le plaisir et l'honneur d'y participer personnellement pour réaffirmer l'engagement qu'a pris l'Argentine concernant la cause de la paix dans le monde et le succès des travaux qui s'accomplissent dans cette enceinte.

Pour ces mêmes motifs, depuis le 22 mai 1984, nous avons entrepris un effort commun avec la Grèce, l'Inde, le Mexique, la Suède et la Tanzanie en faveur du désarmement et de la paix. Unissant nos voix, nous voulons démontrer que par delà les distances géographiques et la diversité des langues, des cultures et des régimes sociaux et politiques, nous partageons entre nous et avec les autres nations la nécessité et la détermination de retrouver pleinement le droit à la vie, ce droit sacré de tout être humain et de toute nation que les armes redoutables fabriquées par l'homme ont aujourd'hui relégué au rang d'un droit purement conditionnel et fatalement éphémère.

Il m'est impossible de mentionner l'initiative des six nations pour la paix et le désarmement sans évoquer le souvenir d'Indira Gandhi et d'Olof Palme, pionniers de cet effort pour la défense de la vie qui unit plusieurs continents, lutteurs infatigables en faveur de la concorde et de la tolérance entre les hommes et victimes d'une violence aussi aveugle qu'insensée.

Certains pensent que la violence et la volonté de destruction font partie de la nature humaine et que par conséquent, les efforts accomplis pour consolider la paix et parvenir au désarmement sont simplement illusoire et vains.

L'histoire, telle que nous la connaissons, semble leur donner raison puisque, jusqu'à présent, les hommes ont consacré une part importante de leur énergie à s'entretuer méthodiquement et avec acharnement, et qu'assurément les tentatives faites pour arrêter ces tristes activités n'ont guère été couronnées de succès.

(M. Alfonsín, Argentine)

Certes, il serait illusoire de prétendre que ces derniers temps, des changements qui modifient ces attitudes ancestrales se sont produits dans la nature humaine. Néanmoins, il serait également suicidaire de ne pas tenir compte du fait que les progrès scientifiques et techniques nous ont conféré un immense pouvoir qui, s'il était utilisé comme dans les guerres passées, détruirait en peu d'instantanés toute vie sur la Terre.

C'est précisément pour cela que l'époque actuelle est cruciale. Si nous continuons à agir comme par le passé avec le pouvoir dont nous disposons maintenant, il n'y aura pas d'avenir pour nous. Si l'humanité veut disposer d'un avenir, elle doit changer son comportement.

Je crois que, d'une manière générale, il y a accord sur ce point. Les divergences surviennent lorsqu'on examine ce qu'il faudrait changer ou les changements qui auraient déjà été accomplis.

Prenons par exemple la doctrine de la dissuasion, acceptée par beaucoup comme une vérité indiscutable. Selon cette théorie, la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, n'est nullement dangereuse, mais au contraire salutaire. Les raisons de cette opinion sont précisément fondées sur la formidable capacité destructive des armes atomiques : aucun des antagonistes éventuels ne se risquerait à lancer une guerre de crainte des dommages considérables que lui causeraient les représailles atomiques de l'ennemi. Les partisans de cette doctrine affirment que c'est grâce à la dissuasion nucléaire qu'une guerre entre les superpuissances n'a pas éclaté jusqu'à présent. En conséquence, pour maintenir la paix, il faudrait poursuivre la course aux armements, puisque la rupture et le rétablissement de l'équilibre de la terreur constituent un processus dynamique et permanent.

Cette théorie ne m'a jamais convaincu. Bien plus, elle m'a toujours paru incompréhensible et dangereuse.

Tout d'abord, elle n'est pas originale. Il y a un peu plus d'un siècle, les grandes puissances européennes, qui étaient alors les principales puissances du monde, ont créé la doctrine de la "paix armée" sur les mêmes fondements de crainte et de dissuasion. Il en a résulté la guerre la plus sanglante jamais vue dans l'histoire, la première guerre mondiale, qui a été suivie presque inévitablement de la deuxième.

En outre, la théorie de la dissuasion est trop commode pour ne pas être suspecte. Elle n'oblige pas à s'atteler à la tâche difficile qui consiste à modifier les comportements traditionnels, mais incite au contraire à les suivre et même à les encourager, dès lors que le seul changement indispensable - la crainte qui dissuade de déclencher la guerre - serait déjà accompli.

Néanmoins, ce changement reposant sur la crainte est douteux et invérifiable. Le fait qu'il n'y a pas eu de guerre entre les superpuissances ne constitue pas nécessairement un argument confortant la théorie de la dissuasion : d'autres motifs de convenance ou d'opportunité peuvent avoir joué

(M. Alfonsín, Argentine)

un rôle au moins égal. En particulier, le souvenir des terribles événements du passé peut avoir pesé davantage que les dommages futurs éventuels. Nous nous rappelons également qu'au début de la décennie de 1910, on affirmait avec orgueil que la paix armée avait permis d'assurer quatre décennies de paix et de prospérité en Europe. Peu après, il s'avérait que la crainte de la destruction n'était pas suffisante pour empêcher la guerre, un système de défense fondé sur des considérations purement militaires conduisant automatiquement, par sa dynamique propre, à déclencher un conflit, indépendamment de la volonté des dirigeants.

Si nous ne sommes pas certains que la crainte de la guerre nucléaire ait été un facteur décisif pour l'empêcher jusqu'à présent, nous savons en revanche qu'on a préconisé en plusieurs occasions l'emploi d'armes nucléaires dans des conflits où seules les armes classiques étaient employées. On a fait valoir en l'occurrence que l'on ne répondrait pas à l'emploi limité de bombes atomiques par crainte d'une escalade des représailles et des contrereprésailles. Bien que ces arguments aient été finalement repoussés, il est certain que l'on a examiné la question du seuil de dissuasion et que l'on pourra en débattre à nouveau. Assisterons-nous quelque jour à une escalade démentielle d'estimations concernant le nombre de morts nécessaires pour dissuader d'y répondre par d'autres bombes atomiques ?

Il existe une autre raison pour douter de la doctrine de la dissuasion. La course aux armements nucléaires, outre qu'elle multiplie les arsenaux, a réduit et continue de réduire le délai de décision nécessaire pour déclencher une guerre. Il est aujourd'hui de quelques minutes à peine; demain il sera peut-être de quelques secondes. Il en résulte que la décision dépend de plus en plus des ordinateurs. Je ne vois pas pourquoi ces machines seraient dissuadées de traiter des informations et de prendre ainsi des décisions de fait par la crainte de la destruction qu'auraient de simples êtres humains.

De fait, nous ne savons pas si la crainte de la destruction a été l'élément décisif qui a empêché jusqu'à présent le déclenchement d'une guerre nucléaire. En revanche, nous connaissons d'autres effets manifestes de la théorie de la dissuasion.

En premier lieu, comme je l'ai déjà mentionné, elle a été la principale cause de la course aux armements dans le monde. Il suffit que l'une quelconque des parties attache foi à la doctrine de la dissuasion pour entraîner l'autre dans la logique de l'équilibre de la terreur, et comme l'équilibre de la terreur est instable par nature, chacune des parties est toujours tentée d'empêcher qu'il ne soit rompu à son détriment ou de chercher à obtenir des avantages. De cette façon, la course aux armements tend inévitablement à se relancer elle-même et à s'accélérer indéfiniment. C'est également la raison pour laquelle elle a cessé d'être une simple conséquence des tensions politiques entre les superpuissances pour devenir l'une de ses principales causes.

(M. Alfonsín, Argentine)

Nous voyons aujourd'hui que, bien que la situation des zones de confrontation critique soit beaucoup plus pacifique et plus stable qu'au début de l'après-guerre et que même les zones marginales soient plus calmes qu'il y a vingt ans, les armements nucléaires ne cessent de s'accroître et ont atteint une ampleur et une complexité bien supérieure à celles de ces autres époques.

De même, la course aux armements nucléaires constitue l'une des principales sources de méfiance entre les superpuissances et par voie de conséquence l'un des principaux obstacles qui s'oppose à l'application de méthodes plus constructives d'assurer la paix.

En attendant, d'énormes ressources économiques, humaines, scientifiques et techniques sont consacrées à cette course, alors qu'une petite partie de celles-ci suffirait à résoudre les problèmes les plus urgents de l'humanité. Par ailleurs, l'ampleur des dépenses consacrées à la défense a déjà commencé à influencer dangereusement sur l'économie mondiale.

Ce ne sont là que quelques-unes des conséquences découlant de l'acceptation d'une doctrine dont nous ne croyons pas, en définitive, qu'elle contribue à garantir la paix.

Si, à l'heure actuelle, la vie sur la terre peut être détruite en quelques instants, c'est parce que l'homme a acquis un immense pouvoir sur la nature. Ce pouvoir, qui pourrait libérer l'humanité de toutes ses contraintes, a été détourné de son but pour menacer sa survie. Cela n'est pas raisonnable. Cela n'est pas acceptable.

Bertrand Russell a dit un jour que, dans le monde moderne, les hommes ont considérablement accru leurs connaissances, mais que leur sagesse n'a guère progressé. Nous avons maintenant atteint une situation limite dans laquelle la survie de l'humanité dépend de notre capacité de modifier nos comportements traditionnels, voire ancestraux. Pour faire face à ce défi et le surmonter, comme dirait Russell, il ne s'agit pas de posséder des connaissances techniques, mais de faire preuve d'une plus grande sagesse politique.

Tel est, selon moi, le problème crucial de notre époque. Je ne crois pas que la course aux armements, ou la doctrine sur laquelle elle s'appuie, constituent une réponse appropriée. Je pense au contraire qu'elles accroissent les dangers en nous enfermant dans un cercle vicieux de conséquences négatives qui s'alimentent les unes les autres et accroissent de jour en jour le risque de déclenchement final d'une guerre nucléaire.

C'est pour cela que nous devons avant tout rompre ce cercle vicieux. Tel est l'objet fondamental des mesures concrètes, telles que le moratoire sur les essais nucléaires et la non-militarisation de l'espace, que nous avons réclamées et que nous continuons d'exiger dans le cadre de l'initiative des six nations pour la paix et le désarmement. Nous sommes convaincus que l'adoption de ces mesures permettrait d'arrêter la course actuelle aux armements en créant les meilleures conditions possibles pour entreprendre par la suite un processus de désarmement efficace.

(M. Alfonsín, Argentine)

Pour les mêmes raisons, nous avons accueilli avec espoir et nous avons appuyé certains faits encourageants qui se sont produits ces dernières années : la reprise du dialogue sur le désarmement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, les réunions entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev, la déclaration solennelle de ces deux chefs d'Etat selon laquelle une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devrait jamais être engagée. Dans cette perspective, nous avons estimé que la conclusion d'un traité éliminant les missiles de portée intermédiaire en Europe constituerait un pas important. Pour la première fois, on éliminerait d'un commun accord les armes nucléaires déjà déployées, démontrant ainsi qu'il est possible d'entreprendre un désarmement réel.

La rupture du cercle vicieux dans lequel nous sommes enfermés doit représenter un premier pas pour établir, à l'inverse de ce qui s'est passé jusqu'à présent, un système de relations constructives fondé sur des réactions positives réciproques, qui crée chaque jour de meilleures chances de sécurité et non des risques plus grands.

S'il est vrai que pour survivre, nous devons changer, pourquoi faudrait-il se fier à un prétendu changement fondé sur la crainte, au lieu de travailler à un changement véritable fondé sur la raison ? Nous ne pouvons accepter, nous ne pouvons comprendre que la survie des êtres humains sur la terre soit subordonnée à un système terriblement vulnérable à la probabilité d'une erreur ou à l'insuffisance de la terreur. Pour survivre, nous devons prendre une autre voie, qui est certes difficile et qui n'a jamais été explorée. Mais c'est à cette seule condition que nous pourrions répondre à l'ampleur du danger qui nous menace par des progrès réels et significatifs. C'est à cette seule condition que nous réussirons à sortir de l'impuissance dramatique que j'évoquais au début de mon intervention.

Parlant du Mahatma Gandhi, André Malraux dit, dans ses "Antimémoires", que l'une des caractéristiques de ce prophète était de révéler l'évidence. Je pense qu'il nous faudrait quelques prophètes afin d'abandonner une fois pour toutes les théories qui nous demandent de comprendre ce qui est incompréhensible ou d'accepter ce qui est inacceptable, et de nous mettre simplement à construire un monde de paix.

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je remercie le Président de la République argentine, M. Raúl Alfonsín, de son allocution de grande portée, à laquelle je puis dire que nous avons prêté une oreille extrêmement attentive. En outre, cette déclaration, lorsqu'elle sera publiée comme document de la Conférence, constituera une importante référence pour nos travaux futurs. Je tiens à remercier le Président des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

J'ai maintenant l'intention de suspendre la séance pendant dix minutes afin de pouvoir accompagner le Président de la République argentine qui va quitter la salle.

La séance est suspendue à 10 h 45; elle est reprise à 10 h 55.

(Le Président)

La 412ème séance plénière est reprise et nous allons poursuivre nos travaux. Je donne la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je voudrais dire avant tout, au nom de la délégation soviétique, que nous avons écouté avec beaucoup d'attention et d'intérêt la déclaration importante que vient de faire le Président de l'Argentine, Son Excellence M. Raúl Alfonsín. L'intervention du Président Alfonsín, et les idées qu'il a formulées sont sans aucun doute très importantes pour nous tous, d'autant plus que le Président Alfonsín jouit d'une grande popularité non seulement comme chef de l'Etat argentin, mais aussi comme éminent défenseur de la paix et du désarmement. Il est, avec les dirigeants de six autres Etats, à l'origine de très importantes initiatives qui ont toujours trouvé un écho favorable en Union soviétique.

A la précédente session de la Conférence du désarmement, le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, V.F. Petrovski vous a félicité pour votre accession au poste de Président de la Conférence et a remercié votre prédécesseur, l'Ambassadeur Vejvoda, pour la façon dont il avait guidé nos travaux en avril. Je m'associe pleinement aux paroles du Vice-Ministre M. Petrovski.

Je souhaiterais maintenant faire quelques observations sur l'intervention prononcée le 9 juin par le représentant de la République fédérale d'Allemagne, L'Ambassadeur von Stülpnagel

L'Ambassadeur von Stülpnagel a exprimé l'inquiétude de son gouvernement à propos de l'élimination des missiles à moyenne portée soviétiques et américains en Europe, tout en indiquant que la suppression de tel ou tel type d'armement n'apporte pas nécessairement un surcroît de sécurité. Je dois faire les remarques suivantes :

En premier lieu, si la question des missiles de portée intermédiaire est aujourd'hui passée au premier plan dans la perspective de la conclusion prochaine d'un accord, l'Union soviétique estime néanmoins que les problèmes concernant les armes stratégiques offensives, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et la cessation des essais d'armes nucléaires sont également très importants. J'en veux pour preuve les nouvelles propositions de l'URSS sur tous les aspects mentionnés des armes nucléaires et spatiales.

En second lieu, l'élimination des missiles à moyenne portée et des missiles opérationnels tactiques soviétiques et américains en Europe aurait une importance historique. Pour la première fois, en effet, on conclurait ainsi un accord prévoyant une véritable réduction des armes nucléaires, ce qui donnerait une puissante impulsion aux négociations sur d'autres aspects de la limitation des armements et sur le désarmement.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

S'agissant de l'intervention de l'Ambassadeur von Stülpnagel, je voudrais également préciser la position de l'Union soviétique sur les missiles à moyenne portée. Nous nous sommes à maintes reprises déclarés prêts à résoudre ce problème sur une base globale. Il n'y aurait pas d'obstacle à une telle solution si les Etats-Unis acceptaient d'éliminer leurs armes nucléaires au Japon, en Corée du Sud et aux Philippines et de retirer leur flotte de porte-avions en deçà de limites convenues. Il va de soi qu'il n'y aurait pas de missiles à moyenne portée sur le territoire des Etats-Unis. Nous proposons dès maintenant de procéder à l'élimination des armes nucléaires en Asie.

Par ailleurs, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a expliqué son désaccord concernant l'option zéro que nous proposons sur les missiles opérationnels tactiques, en faisant valoir que l'Union soviétique aurait un avantage pour les missiles d'une portée inférieure à 500 km et que l'Organisation du Traité de Varsovie aurait un avantage pour les armements classiques.

Je voudrais apporter aussi quelques éclaircissements à cet égard. Nous proposons également d'éliminer tous les missiles soviétiques et américains de cette catégorie en Europe et donc de supprimer tout avantage quel qu'il soit dans ce domaine. Quant au lien que l'on établit entre l'élimination des missiles à moyenne portée et des missiles opérationnels tactiques et les questions des armes classiques, il est fondé sur l'occultation d'un fait bien connu, à savoir notre volonté de procéder à des réductions radicales des forces armées et des armements classiques afin de supprimer les déséquilibres et les asymétries existant pour tel ou tel type d'armement, et cela de telle sorte que la partie qui a l'avantage procède aux réductions. Nous proposons que ces questions fassent l'objet de consultations entre l'Organisation du Traité de Varsovie et l'OTAN.

Nous avons écouté aujourd'hui avec beaucoup d'intérêt le point de vue du Président Raúl Alfonsín sur la doctrine de la dissuasion nucléaire. Avec éloquence et exactitude et de façon convaincante, il a montré son caractère funeste pour l'humanité et les conséquences extrêmement dangereuses qu'elle pourrait avoir si elle était mise en pratique, ainsi que son rôle dans la stimulation de la course aux armements. A la séance de la Conférence du 9 juin, le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, V.F. Petrovski, a exposé en détail notre point de vue sur la dissuasion. Il ressort du discours du Président Raúl Alfonsín que nos points de vue concordent. C'est pour nous une grande satisfaction.

Permettez-moi maintenant de faire les remarques suivantes en ce qui concerne les déclarations faites par les représentants de la France et de la RFA à la dernière séance de la Conférence à propos du concept de dissuasion nucléaire.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Une fois les armes nucléaires éliminées en Europe, l'Union soviétique ne propose pas simplement de revenir à la situation qui existait sur ce continent il y a cinquante ans. Nous proposons de créer un système global de sécurité qui exclurait la possibilité même d'une guerre en Europe - et pas seulement en Europe -, quel que soit le type d'armement utilisé. L'Union soviétique et ses alliés préconisent de réduire les forces armées et les armements classiques en Europe et de les ramener à un niveau tel que chaque partie, tout en assurant sa propre défense, ne dispose d'aucun moyen pour mener une attaque par surprise ou des opérations offensives contre l'autre partie.

Je voudrais rappeler que la doctrine militaire du Traité de Varsovie, tout comme celle de chaque Etat signataire, est subordonnée à la mission de n'admettre aucune guerre, qu'elle soit menée avec des armes nucléaires ou des armes classiques. Cette doctrine est exposée dans le document CD/755 du 2 juin 1987, qui a été distribué à la Conférence du désarmement. Notre doctrine a un caractère exclusivement défensif. Elle part du fait que, dans les conditions régnant actuellement, le règlement des différends par des moyens militaires est absolument inadmissible. Jamais, et en aucun cas ces Etats signataires du Traité de Varsovie recommenceront des activités militaires contre un Etat ou une alliance d'Etats quels qu'ils soient, s'ils ne sont pas eux-mêmes victimes d'une agression armée. Ils ne recourront jamais les premiers à l'emploi de l'arme nucléaire.

Les Etats signataires du Traité de Varsovie n'élèvent aucune revendication territoriale à l'égard d'un Etat européen ou non européen. Ils ne considèrent aucun Etat et aucun peuple comme leur ennemi; au contraire, ils sont prêts à établir des relations avec tous les Etats du monde sans exception sur la base du respect mutuel des intérêts en matière de sécurité et des principes de coexistence pacifique. Les Etats signataires du Traité de Varsovie n'aspirent pas à disposer de forces armées et d'armements qui dépassent la mesure nécessaire pour repousser une attaque extérieure. Ils s'en tiennent strictement au cadre requis pour la défense et le refoulement d'une éventuelle agression.

Je suis d'accord sur le fait qu'il est indispensable de combiner la réduction des armements et la création d'un climat de confiance politique. C'est justement cette démarche qui est à la base du concept de sécurité globale prôné par les Etats socialistes. Notre politique en matière de sécurité est fondée sur l'interdépendance organique entre les décisions militaires, politiques, économiques et humanitaires. Nous considérons notamment qu'il est anormal que l'Europe soit toujours divisée en blocs militaires antagonistes. Nous proposons leur dissolution simultanée et, à titre de première mesure, l'élimination des organisations militaires du Traité de Varsovie et de l'OTAN. Cette mesure contribuerait grandement à faire disparaître l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest dont a parlé le 9 juin, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Enfin, à propos de la réaction du représentant de la France devant l'intervention du Vice-Ministre des affaires étrangères, V.F. Petrovski, je voudrais faire remarquer que, dans la partie de l'intervention qui a suscité cette réaction, le Vice-Ministre n'a nommé aucun Etat. Nous avons été surpris par l'interprétation donnée à ce discours, selon laquelle la France était rangée parmi les "élèves".

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je remercie de sa déclaration Son Excellence l'Ambassadeur Nazarkine et je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. YAMADA (Japon) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous transmettre, Monsieur le Président, toutes les félicitations de ma délégation à l'occasion de votre accession au poste important de président pour ce mois. Je tiens aussi à remercier l'Ambassadeur Vejvoda, de la Tchécoslovaquie, pour l'excellente façon dont il a dirigé nos travaux en avril. Je voudrais enfin accueillir chaleureusement le nouveau représentant des Etats-Unis d'Amérique à la Conférence, l'Ambassadeur Max Friedersdorf.

Dans la déclaration qu'il vient de prononcer, l'Ambassadeur Nazarkine, de l'Union soviétique, a fait référence à l'existence d'armes nucléaires des Etats-Unis au Japon. Je tiens à rappeler que le Japon adhère à la politique non nucléaire et je déclare catégoriquement qu'il n'existe sur le territoire japonais aucune arme nucléaire d'aucun Etat.

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je remercie le représentant du Japon pour sa déclaration et les paroles aimables qu'il a adressées au Président. Y a-t-il d'autres orateurs ? Je donne la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne.

M. BOLEWSKI (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Ma délégation se réserve le droit de répondre en temps voulu et de manière appropriée aux observations que vient de faire le représentant de l'Union soviétique. Il me suffira pour l'heure de souligner que la position de ma délégation, et de nombreuses autres délégations, sur la doctrine de la dissuasion est bien connue et n'a pas besoin d'être répétée à ce moment. Nous reviendrons sur certains détails en temps opportun.

Le PRESIDENT (traduit de l'arabe) : Je constate qu'il n'y a pas d'autres orateurs désireux de prendre la parole.

J'ai demandé au secrétariat de distribuer aujourd'hui le calendrier habituel des réunions que doivent tenir la semaine prochaine la Conférence et ses organes subsidiaires. Ce calendrier est fourni à titre purement indicatif et peut être modifié en cas de besoin. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision y relatif.

Il en est ainsi décidé.

(Le Président)

Comme vous le savez, des consultations ont lieu actuellement à propos du programme de travail pour la seconde partie de notre session annuelle. Je crois savoir que des groupes se réuniront afin de mener des consultations immédiatement après la présente séance en vue d'accélérer l'adoption du programme. On vient de me faire savoir que le Groupe des 21 se réunira dans cette salle avec les services habituels.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 16 juin à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 15.